

**F. A. Q.**

**APPELS À PROJETS CONJOINTS CTM/ARS N°21-01 /21-02/21-03**

**CENTRES D'ACCUEIL DE JOUR AUTONOMES  
POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES**

***Territoires de proximité : NORD, CENTRE, SUD***

**Q1 :** Dans l'annexe 2, il est stipulé que le candidat "personne physique ou morale gestionnaire responsable du projet ". Vous ne donnez pas de précisions concernant l'activité. Toute entreprise individuelle ou société, quelle que soit l'activité, peut répondre à cet appel à projets ? En d'autres termes, une entreprise qui n'a aucune activité médico-sociale, peut-elle répondre à cet appel à projets ?

- Toute personne physique ou morale peut répondre à l'appel à projet dans le respect des dispositions de **l'article R313-4-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF)** qui stipule :

« Chaque candidat, **personne physique ou morale gestionnaire** responsable du projet, adresse en une seule fois à l'autorité ou aux autorités compétentes, par lettre recommandée avec avis de réception ou par tout autre moyen permettant d'attester de la date de leur réception, les documents suivants :

**1° Concernant sa candidature :**

- Les documents permettant de l'identifier, notamment un exemplaire de ses statuts s'il s'agit d'une personne morale de droit privé ;
- Une déclaration sur l'honneur certifiant qu'il n'est pas l'objet de l'une des condamnations devenues définitives mentionnées au livre III du présent code ;
- Une déclaration sur l'honneur certifiant qu'il n'est l'objet d'aucune des procédures mentionnées aux articles L. 313-16, L. 331-5, L. 471-3, L. 472-10, L. 474-2 ou L. 474-5 ;
- Une copie de la dernière certification aux comptes s'il y est tenu en vertu du code de commerce ;
- Des éléments descriptifs de son activité dans le domaine social et médico-social et de la situation financière de cette activité ou de son but social ou médico-social tel que résultant de ses statuts lorsqu'il ne dispose pas encore d'une telle activité ... »

**2° du même article dudit code (CASF), concernant son projet :**

« .....d) Dans le cas où plusieurs personnes physiques ou morales gestionnaires s'associent pour proposer un projet, un état descriptif des modalités de coopération envisagées... »

**NB :** Pour rappel, le « gestionnaire responsable du projet » ne peut assurer la fonction de direction de la structure. (Cf. le cahier des charges page 6, paragraphe 5-8)

**Q2 :** Est-ce que le fait de présenter un tarif de 50 €/jour (après étude auprès des différents accueils de jour en Martinique et en France hexagonale), constituerait un motif de rejet de notre candidature ?

- Le candidat doit se conformer aux exigences du cahier des charges. « Les tarifs de participation à la vie sociale et de dépendance seront à la charge de l'utilisateur. Il se limitera à un tarif maximal de **40€/jour** ».

**Q3 :** Concernant les locaux, nous sommes dans une phase active de recherche et compte-tenu du délai très court, nous ne serions peut-être pas en mesure de fournir les éléments requis, est-ce un motif de rejet ?

- Dans le cadre du présent appel à projet, le candidat doit pouvoir informer sur le secteur géographique d'implantation du centre d'accueil de jour et fournir les plans de distribution des locaux qui seront envisagés.  
Par ailleurs, le dossier financier doit comporter les coûts prévisionnels en cas de construction ou de location. Dans ce dernier cas, le candidat doit apporter la preuve de l'engagement à la location émise par le futur bailleur.

**Q4 :** Est-ce qu'il existe une foire aux questions sur ces appels à projet ?

- Le document existe et est consultable sur les sites de l'ARS et de la CTM.

**Q5 :** Dans le cadre d'une perspective d'équilibre budgétaire, pouvons-nous être assurés d'une revalorisation des allocations afin de maintenir une qualité de soins et d'accompagnement des usagers et un niveau de qualité de vie au travail de nos futurs salariés ? Ou doit-on faire supporter le delta à l'utilisateur ?

- Le candidat doit se conformer aux exigences du cahier des charges.

**Q6 :** Quelle est la limite du forfait journalier de transport autorisé, que le gestionnaire de l'accueil de jour rembourse lorsque le transport de l'utilisateur est assuré par la famille ?

- Au titre de 2020, ce forfait journalier s'élevait à 14,88 €.

**Q7 :** Est-il possible d'embaucher un A.S.H (agent de service hospitalier) ou une autre dénomination d'emploi, pour réaliser **par lui** les 3 tâches suivantes au sein de l'accueil de jour :

- Nettoyage des locaux
  - Entretien des espaces verts
  - Transport des usagers depuis leur domicile vers l'accueil de jour ou retour à domicile ?
- Oui. Sous réserve de s'assurer que le salarié dispose bien des qualifications et habilitations requises pour l'exercice des différentes missions susvisées (notamment pour le transport des usagers).

**Q8 :** Comment calculer le salaire brut et les charges associées à **mettre dans le budget prévisionnel** pour les employés de la structure d'accueil de jour (responsable de l'accueil de jour, infirmière, AMP, AS, psychomotricien, psychologue, animateur) ?

- Il convient de se référer à la convention collective de travail que vous envisagez d'appliquer pour le recrutement des personnels.

**Q9 :** Y a-t-il un barème fixe pour les interventions d'un médecin qui réaliserait les consultations mémoire et les évaluations gériatriques ?

- Barème : cf nomenclature acte Sécurité Sociale.
- Les dépenses couvertes par le forfait « Soins » relèvent des dispositions de l'article D313-20 du code de l'action sociale et des familles (Cf. § 9-2 du cahier des charges).  
La consultation mémoire, laissée à l'appréciation du gestionnaire, est hors forfait « Soins ». Elle peut être mise en place par le biais d'une convention avec des prestataires spécialisés (consultation mémoire de l'hôpital, médecin spécialiste libéral, soins de ville).